Conto corrente con la Posta

Anno 78° — Numero 138

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

Roma - Mercoledì, 16 giugno 1937 - Anno XV

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 – 50-033 – 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1937

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 aprile 1937-XV, n. 830.

Conversione in legge del R. decreto-legge 15 dicembre 1936-XV, n. 2400, contenente disposizioni per il concentramento nel Ministero dell'agricoltura e delle foreste delle funzioni dell'Associazione nazionale dei consorzi di bonifica e di irrigazione.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il Regio decreto-legge 15 dicembre 1936-XV, n. 2400, contenente disposizioni per il concentramento nel Ministero dell'agricoltura e delle foreste delle funzioni dell'Associazione nazionale dei consorzi di bonifica e di irrigazione.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 aprile 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROSSONI — LANTINI — DI REVEL — COBOLLI-GIGLI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

REGIO DECRETO-LEGGE 19 aprile 1937-XV, n. 831.

Approvazione degli Accordi stipulati in Roma il 31 marzo 1937-XV fra l'Italia e la Norvegia, per regolare gli scambi commerciali ed i pagamenti relativi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione agli Accordi di carattere commerciale stipulati in Roma, fra l'Italia e la Norvegia, il 31 maggio 1937;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi stipulati in Roma, fra l'Italia e la Norvegia, il 31 marzo 1937:

a) Accordo per regolare gli scambi commerciali;

b) Accordo per regolare i pagamenti relativi a tali scambi;

c) Accordo per regolare i debiti arretrati anteriori al 15 luglio 1936.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, ha vigore dal 1° aprile 1937.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 aprile 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 giugno 1937 - Anno XV
Atti del Governo, registro 386, foglio 49. — MANCINI.

Accord pour régler les échanges commerciaux entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Norvège.

Le *Gouvernement italien* et le *Gouvernement norvégien*, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre les deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

L'importation en Italie des marchandises originaires de Norvège, dont le paiement est admis par voie de clearing, conformément à l'Accord de paiement signé en date de ce jour, s'effectuera dans la limite maximum des contingents annuels indiqués dans la liste suivante:

N°. du tarif italien	MARCHANDISES	Contingents en lires italiennes
34 *a*) 2	Baccalà (y compris la morue verte)....	2.700.000
34 *a*) 3	Stoccafisso	14.500.000
ex 124 *a*) 2	Huiles de poisson	4.000.000
846 *b*)	Cellulose pour soie artificielle	10.500.000
	Autres marchandises	2.300.000
	Total	34.000.000

Les contingents annuels ci-dessus seront octroyés à raison de ¼ pour le deuxième trimestre 1937 et à raison de ½ des montants indiqués, pour chacun des semestres suivants.

Il est entendu, toutefois, que les contingents annuels respectifs pourront, d'un commun accord, être octroyés avec une répartition sur les différentes périodes de licences, autre que celle prévue à l'alinéa précédent.

Dans le cas où les contingents fixés pour le premier semestre d'une année (et pour l'année 1937 pour le deuxième trimestre) ne seraient pas épuisés, la part non utilisée sera automatiquement reportée au second semestre de la même année.

La répartition des licences, sera effectuée dans le plus bref délai possible au commencement de chaque période de répartition.

Art. 2.

Dès que le compte spécial visé à l'art. 1, par. 5, de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, sera clôturé, la somme totale des contingents mentionnés à l'article précédent sera augmentée de façon à rétablir l'équilibre prévu par ledit Accord.

Art. 3.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes prendrait des mesures susceptibles de réduire d'une manière considérable, soit les importations dans son territoire de produits originaires de l'autre Partie, soit les exportations de son territoire à destination du territoire de l'autre Partie, ou si, pour une autre raison quelconque, la balance des comptes prévus par l'art. 1 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, subirait un changement considérable par rapport à ce qui était prévu lors de la conclusion du présent Accord, chacune des Parties Contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociations en vue d'apporter aux contingents prévus dans cet Accord les modifications qui pourront s'imposer.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat satisfaisant dans un délai d'un mois, chacune des Parties Contractantes pourra dénoncer cet Accord avec un préavis d'un mois, toujours pour une échéance de fin de semestre.

Art. 4.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er avril 1937 et aura effet jusqu'au 30 juin 1938.

S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite réconduction de six mois en six mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque semestre.

Le présent Accord suivra en tout cas le sort de l'Accord pour régler les paiements, signé en date de ce jour.

En foi de quoi, a été signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1937.

Pour l'Italie: CIANO

Pour la Norvège: J. IRGENS PREBENSEN

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri: CIANO.

Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Norvège pour le règlement des paiements rélatifs aux échanges commerciaux entre les deux Pays.

Le *Gouvernement italien* et le *Gouvernement norvégien* désirant régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

1. Les paiements relatifs aux marchandises originaires de la Norvège importées en Italie à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord seront effectués moyennant versement de la contrevaleur en lires italiennes à la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

2. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera les sommes encaissées, converties en couronnes norvégiennes sur la base du cours de change visé à l'art. 5 du présent Accord en vigueur le jour du versement, au crédit d'un compte global sans intérêts, en couronnes norvégiennes, qu'il ouvrira au nom de la Norges Bank.

3. Les paiements relatifs aux marchandises originaires de l'Italie importées en vigueur du présent Accord seront effectués moyennant versement de la contrevaleur en couronnes norvégiennes à la Norges Bank.

4. La Norges Bank portera 88 % des sommes encaissées au crédit d'un compte global sans intérêts en couronnes norvégiennes qu'elle ouvrira au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

5. La Norges Bank portera les 12 % restants au crédit d'un « compte spécial » sans intérêts en couronnes norvégiennes qu'elle ouvrira au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. Ce compte spécial servira à la liquidation des dettes commerciales italiennes arriérées. Dès que les dettes susvisées auront été liquidées, le compte spécial sera clôturé et les versements auprès de la Norges Bank seront intégralements portés au crédit du compte global mentionné au par. 4.

Art. 2.

1. Les montants en couronnes norvégiennes qui se trouvent au crédit du compte global en couronnes norvégiennes auprès de la Norges Bank prévu au *Modus Vivendi* italo-norvégien du 25 août 1936 seront entièrement portés au crédit du compte global prévu à l'art. 1 par. 4 du présent Accord.

2. Les montants en couronnes norvégiennes qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent Accord en règlement d'importations de marchandises italiennes en Norvège effectuées à partir du 15 juillet 1936 jusqu'au 31 mars 1937 seront portés pour les 88 % au crédit du compte global visé à l'art. 1 par. 4 et pour les 12 % restants au crédit du compte spécial mentionné au par. 5 du même article.

Art. 3.

1. Les montants en lires italiennes qui se trouvent au crédit du compte global auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, prévu au *Modus Vivendi* du 25 août 1936, seront convertis en couronnes norvégiennes et portés au crédit du compte global en couronnes norvégiennes prévu à l'art. 1, par. 2. La conversion en couronnes norvégiennes ainsi que le transfert au crédit du compte global se feront dans l'ordre chronologique des versements en cause, au fur et à mesure des disponibilités du compte global auprès de la Norges Bank prévu à l'art. 1, par. 4. La conversion sera basée sur le cours de change visé à l'art. 5 en vigueur le jour du transfert.

2. Les montants en lires italiennes qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent Accord en règlement d'importations en Italie de marchandises originaires de la Norvège, effectuées à partir du 15 juillet 1936 jusqu'au 31 mars 1937 seront portées au crédit du compte global visé à l'art. 1, par. 2, et convertis en couronnes norvégiennes conformément au dit paragraphe.

Art. 4.

1. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank s'aviseront chaque jour réciproquement des versements reçus. L'avis de versement mentionnera pour chaque versement la somme versée, le nom du donneur d'ordre, le nom du bénéficiaire et toutes les indications nécessaires à identifier la créance. Les avis de versement de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero mentionneront en outre la contrevaleur en couronnes norvégiennes de chaque somme versée.

2. Aussitôt que possible l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avisera la Norges Bank des versements déjà effectués visés à l'art. 3 par. 1; la Norges Bank de sa part avisera l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero des versements déjà effectués visés à l'art. 2, par. 1.

3. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avisera la Norges Bank, sans délai, de chaque conversion en couronnes norvégiennes et transfert au crédit du compte global conformément aux dispositions de l'art. 3, par. 2.

Art. 5.

1. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank fixeront d'un commun accord le cours de change entre la lire italienne et la couronne norvégienne. Ce cours sera appliqué pour la conversion en lires des dettes libellées en couronnes norvégiennes respectivement pour la conversion en couronnes norvégiennes des dettes libellées en lires.

2. Les dettes libellées en devise autre que la lire et la couronne norvégienne seront converties en lires en Italie et en couronnes norvégiennes en Norvège, respectivement aux cours officiels de la bourse de Rome et de celle de Oslo du jour précédent celui du versement.

3. Si le créancier n'a pas reçu le montant intégral de sa créance, sur la base du cours de conversion appliquée con-

formément aux dispositions ci-dessus, le débiteur sera tenu à un versement supplémentaire pour couvrir la différence. Le règlement de la contrevaleur de ces versements supplémentaires aux créanciers se fera immédiatement après réception de l'avis de versement en dehors de l'ordre chronologique visé à l'art. 6.

Art. 6.

1. Les paiements aux créanciers seront effectués dans la monnaie des Pays respectifs, dans la limite des disponibilités et dans l'ordre chronologique des versements.

2. Les avis de versement visés à l'art. 4, par 1, ainsi que les avis de conversion et de transfert, visés à l'art. 4, par. 3, serviront d'ordre de paiement: en ce qui concerne les avis de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, pour la somme en couronnes norvégiennes y indiquée; en ce qui concerne les avis de la Norges Bank pour la contrevaleur en lires italiennes du montant versé en couronnes norvégiennes sur la base du cours de change visé à l'art. 5.

La disposition de l'alinéa précédent, stipulant que les avis de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero à la Norges Bank serviront d'ordres de paiement pour les sommes en couronnes norvégiennes y indiquées, ne s'appliquera pas aux montants facturés en lires italiennes et en devises autres que la lire italienne et la couronne norvégienne. Les montants facturés en lires seront payés par la Norges Bank aux ayants droit au cours fixé par l'art. 5, par. 1, en vigueur le jour du paiement, et ceux facturés en devises autres que la lire italienne et la couronne norvégienne, au cours officiel côté à la bourse de Oslo pour la devise en cause le jour du paiement, étant toutefois bien entendu que le montant à payer au créancier ne sera en aucun cas supérieur à la somme en couronnes norvégiennes indiquée dans l'avis de paiement.

3. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera chaque paiement au débit du compte global en couronnes norvégiennes ouvert au nom de la Norges Bank; la Norges Bank portera chaque paiement au débit du compte global en couronnes norvégiennes, respectivement du compte spécial dans la même monnaie, ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

4. La Norges Bank et l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero s'aviseront sans délai des paiements effectués en se référant aux avis de versement y relatifs.

Art. 7.

1. Chaque avance pour l'achat de marchandises d'origine italienne ou norvégienne, destinées à être importées en Norvége, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent Accord.

2. Pour être admises aux versements, ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

3. Pour ce qui est des achats de stoccafisso en Norvège les versements d'avance ne seront admis que dans la proportion maximum de 25 % du prix de chaque achat.

Art. 8.

1. Des opérations de compensation privée de marchandises originaires de la Norvège et de l'Italie ne seront pas admises, à l'exception des compensations privées déjà approuvées et en cours d'exécution au moment de la signature du présent Accord.

2. Les deux Gouvernements pourront, toutefois, conclure des arrangements spéciaux relatifs à des affaires de compensation, même dans le cas où les achats respectifs ne seraient pas faits par les amministrations d'Etat des deux Pays.

Art. 9.

1. Le présent Accord est applicable seulement aux marchandises qui, d'après les dispositions en vigueur dans les Pays importateurs, sont considérées comme marchandises originaires de l'autre Pays.

2. Cependant le présent Accord s'applique également aux sels importés en Norvège et provenant de Lybie.

3. Les termes « manchandises italiennes » et « marchandises norvégiennes » ne comprennent pas dans le présent Accord les navires destinés à la navigation.

Les deux Gouvernements pourront cependant se mettre d'accord pur autoriser dans certains cas le règlement d'achats de navires par la voie du clearing.

4. Les frais et commissions dûs par les exportateurs norvégiens à leurs représentants en Italie, ainsi que les frais et commissions dûs par les exportateurs italiens à leurs représentants en Norvège, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux Pays, seront réglés par la voie du clearing.

Le règlement des frais et commissions pourra également se faire en les déduisant des sommes qui seront versées aux comptes de clearing par les importateurs des deux Pays.

Toutefois, les deux Institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contrevaleur des frais et des commissions plus haut mentionnés.

5. Le présent Accord ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

Art. 10.

Chaque Gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du système de règlement des créances prévu par les dispositions du présent Accord.

Art. 11.

1. Les deux Gouvernements règleront de commun accord les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Accord.

2. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent Accord.

Art. 12.

Si après l'expiration du présent Accord un solde subsiste auprès de l'Institution de clearing de l'un des deux Pays en faveur de l'Institution de clearing de l'autre Pays, les importateurs de ce dernier Pays devront continuer à verser la contrevaleur de leurs importations à leur Institution de clearing, jusqu'à l'amortissement integral des créances correspondant à ce solde.

Art. 13.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er avril 1937 et aura effet jusqu'au 30 juin 1938. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date il sera prorogé par tacite réconduction de six en six mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque semestre.

Toutefois, au cas ou, à partir du 1er octobre 1937, des circonstances susceptibles de changer les bases du présent Accord se produiraient, chacune des Parties Contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociation en vue de remédier aux difficultés qui auraient été constatés.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat satisfaisant dans un délai d'un mois, chacune des Parties Contractantes pourra dénoncer cet Accord avec un préavis d'un mois, toujours pour une échéance de fin de semestre.

Le présent Accord suivra en tous cas le sort de l'Accord pour régler les échanges commerciaux, signé en date de ce jour.

En foi de quoi a été signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1937.

Pour l'Italie: CIANO

Pour la Norvège: J. IRGENS, PREBENSEN

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri: CIANO.

Accord entre le Gouvernement italien et le Gouvernement norvégien pour le règlement des dettes arriérées, rélatives aux échanges commerciaux antérieurs au 15 juillet 1936.

Le *Gouvernement italien* et le *Gouvernement norvégien* dans le but de régler les créances commerciales arriérées, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Au crédit du compte spécial en couronnes norvégiennes ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero auprès de la Norges Bank, prévu à l'art. 1, par. 5 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, seront portés:

a) le 12 % des montants en couronnes norvégiennes versés à partir du 1er avril 1937 par les importateurs norvégiens en paiement de marchandises italiennes importées en Norvège après le 14 juillet 1936;

b) les montants en couronnes norvégiennes qui se trouvent au crédit du compte en couronnes norvégiennes auprès de la Norges Bank, prévu par l'Accord italo-norvégien du 2 juillet 1935, ainsi que les montants qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, pour marchandises italiennes importées en Norvège à partir du 10 juillet 1935, jusqu'au 14 juillet 1936.

Art. 2.

Dans la limite des disponibilités qui se formeront dans le compte spécial à la suite des versements visés au précédent art. 1, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero pourvoira au tranfert pour le débit du même compte:

a) des montants en couronnes norvégiennes résultant de la conversion des montants en lires italiennes déjà versés ou qui seront versés pour le crédit du compte en lires prévu par l'Accord italo-norvégien du 2 juillet 1935;

b) des montants en couronnes norvégiennes résultant de la conversion des montants en lires italiennes versés pour le crédit du compte A, prévu par les ententes entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Norges Bank au moment de la stipulation du *Modus Vivendi* du 25 août 1936;

c) des montants en couronnes norvégiennes résultant de la conversion des montants en lires italiennes versés pour le crédit du compte *B*, prévu par les ententes susdites.

Art. 3.

Le transfert des montants en couronnes norvégiennes indiqués aux alinées *a*), *b*) et *c*) de l'art. 2 du présent Accord, sera effectué, au fur et à mesure des disponibilités du compte spécial, d'abord pour ce qui concerne les montants dont il est question à l'alinéa *a*), et en suite sans distinction pour ceux visés aux alinéas *b*) et *c*).

Il est entendu que, pour chacun des deux groupes, le transfer aura lieu dans l'ordre chronologique de versements des débiteurs italiens.

La conversion prévue aux alinéas *a*) et *c*) de l'art. 2 se fera sur la base du cours de change visé à l'art. 5 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, en vigueur le jour du transfert.

Par dérogation au par. 3 de l'art. 5 de l'Accord de paiement susmentionné les montants versés par les débiteurs italiens et passés eu crédit du compte *A* visé à l'alinéa *b*) de l'art. 2, ont caractère libératoire pour le débiteur italien.

Dès que les créances commerciales norvégiennes arriérées auront été intégralement liquidées, le compte spécial sera cloturé et les versements auprès de la Norges Bank seront portés entièrement au crédit du compte global mentionné à l'art. 1, par. 4 dudit Accord de paiemente.

Pour l'Italie: CIANO

Pour la Norvège: J. IRGENS, PREBENSEN

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri: CIANO.

REGIO DECRETO 8 aprile 1937-XV, n. 832.

Trasformazione della Fondazione di previdenza ed assistenza « Luigi Bertani » di Milano.

N. 832. R. decreto 8 aprile 1937, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, la Fondazione di previdenza e assistenza « Luigi Bertani » di Milano viene trasformata nell'ente di assistenza e beneficenza « Fondazione Manifattura Tosi » di Busto Arsizio con amministrazione autonoma, e ne viene approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 giugno 1937 - Anno XV

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.

Estensione a tutta la provincia di Viterbo dell'autorizzazione a compiere operazioni di credito agrario, già concesse al Monte dei Paschi di Siena limitatamente ad alcuni Comuni della Provincia stessa.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI

istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario, nonchè il decreto interministeriale del 23 gennaio 1928, che approva le norme regolamentari per l'esecuzione del suddetto Regio decreto-legge;

Veduta la domanda avanzata dal Monte dei Paschi di Siena in data 19 aprile 1937-XV;

Veduti i decreti Ministeriali 6 agosto 1935-XIII e 20 agosto 1935-XIII;
Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;
Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

L'autorizzazione già concessa al Monte dei Paschi di Siena a compiere le operazioni di credito agrario di esercizio previste dall'art. 2 del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, con le norme e condizioni dettate dal Regio decreto-legge predetto e dal regolamento approvato con il decreto interministeriale del 23 gennaio 1928, in alcuni Comuni della provincia di Viterbo, è estesa a tutti i Comuni della Provincia stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1928)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.
Estensione a tutta la provincia di Cremona dell'autorizzazione a compiere operazioni di credito agrario, già concessa alla Banca popolare di Cremona limitatamente ad alcuni Comuni della Provincia stessa.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario, nonchè il decreto interministeriale del 23 gennaio 1928, che approva le norme regolamentari per l'esecuzione del suddetto Regio decreto-legge;
Veduta la domanda avanzata dalla Banca popolare di Cremona in data 18 gennaio 1937-XV;
Veduti i decreti Ministeriali 15 febbraio 1935-XIII e 26 dicembre 1935-XIV;
Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;
Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

L'autorizzazione già concessa alla Banca popolare di Cremona a compiere le operazioni di credito agrario di esercizio previste dall'art. 2 del R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, con le norme e condizioni dettate dal Regio decreto-legge predetto e dal regolamento approvato con il decreto interministeriale del 23 gennaio 1928, in alcuni Comuni della provincia di Cremona, è estesa a tutti i Comuni della Provincia stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1929)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.
Assunzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Niscemi (Caltanissetta), da parte del Banco di Sicilia.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;
Veduto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto interministeriale del 23 gennaio 1928;
Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;
Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Niscemi (Caltanissetta) non è in grado di utilmente funzionare;
Veduta la proposta formulata al riguardo dal Banco di Sicilia - Sezione di credito agrario;
Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Niscemi (Caltanissetta) è affidata al Banco di Sicilia, che dovrà prendere in consegna, redigendone apposito verbale, le attività e gli atti dell'Ente.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1930)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.
Assunzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di S. Demetrio nei Vestini (Aquila), da parte del Banco di Napoli.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;
Veduto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto interministeriale del 23 gennaio 1928;
Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di S. Demetrio nei Vestini (Aquila) non è in grado di utilmente funzionare;
Veduta la proposta al riguardo formulata dal Banco di Napoli - Sezione di credito agrario;
Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;
Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di S. Demetrio nei Vestini (Aquila) è affidata al Banco di Napoli che dovrà prendere in consegna, redigendone apposito verbale, gli atti e le attività dell'Ente.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1931)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.

Assunzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Carpineto Sinello (Chieti) da parte del Banco di Napoli.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Veduto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto interministeriale 23 gennaio 1928;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;

Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Carpineto Sinello (Chieti) non è in grado di utilmente funzionare;

Veduta la proposta al riguardo formulata dal Banco di Napoli;

Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

Le gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Carpineto Sinello (Chieti) è affidata al Banco di Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendone apposito verbale, gli atti e le attività dell'Ente.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1932)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.

Assunzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Fraine (Chieti) da parte del Banco di Napoli.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Veduto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto interministeriale 23 gennaio 1928;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;

Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Fraine (Chieti) non è in grado di utilmente funzionare;

Veduta a proposta al riguardo formulata dal Banco di Napoli;

Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Fraine (Chieti) è affidata al Banco di Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendone apposito verbale, gli atti e le attività dell'Ente.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1933)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 5 giugno 1937-XV.

Assunzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Oniferi (Nuoro), da parte dell'Istituto di credito agrario per la Sardegna.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduti i Regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti rispettivamente nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Veduto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto interministeriale 23 gennaio 1928;

Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Oniferi (Nuoro) non è in grado di utilmente funzionare;

Veduta la proposta al riguardo formulata dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;

Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Oniferi (Nuoro) è affidata all'Istituto di credito agrario per la Sardegna, che dovrà prendere in consegna, redigendone apposito verbale, gli atti e le attività dell'Ente predetto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 5 giugno 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1934)

DECRETO MINISTERIALE 7 giugno 1937-XV.

Autorizzazione alla Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova a gestire una succursale in Viadana.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, concernente l'ordinamento dei Magazzini generali, nonchè il regolamento approvato con R. decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

Vista la legge 12 maggio 1930, n. 685, concernente l'autorizzazione per l'apertura di succursali di Magazzini generali;

Vista la domanda in data 25 febbraio 1937-XV della Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova intesa ad ottenere l'autorizzazione a gestire una succursale dei propri Magazzini generali in Viadana;

Sentito il parere espresso dal Consiglio provinciale dell'economia corporativa di Mantova nella seduta del 25 marzo 1937-XV;

Decreta:

Art. 1.

La Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova è autorizzata a gestire una succursale in Viadana, via Massimo d'Azeglio, nei locali di proprietà del sig. Virgilio Cantarelli — dalla Società stessa regolarmente fittati — per uso esclusivo di deposito e stagionatura di formaggio.

Ai depositi di merce in detta succursale saranno applicati il regolamento e le tariffe approvate dal Consiglio provinciale dell'economia corporativa di Mantova in data 4 ottobre 1934-XII.

Art. 2.

Il Consiglio provinciale delle corporazioni di Mantova provvederà alla esecuzione del presente decreto e proporrà al Ministero — entro sei mesi dalla pubblicazione di questo — l'ammontare della cauzione che la Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova deve versare a norma di legge per l'esercizio della succursale stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 7 giugno 1937 - Anno XV

Il Ministro: LANTINI.

(1927)

DECRETO MINISTERIALE 7 giugno 1937-XV.

Autorizzazione alla Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova a gestire una succursale in Suzzara.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, concernente l'ordinamento dei Magazzini generali, nonchè il regolamento approvato con R. decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

Vista la legge 12 maggio 1930, n. 685, concernente l'autorizzazione per l'apertura di succursali di Magazzini generali;

Vista la domanda in data 15 aprile 1937-XV della Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova intesa ad ottenere l'autorizzazione a gestire una succursale dei propri Magazzini generali in Suzzara;

Sentito il parere espresso dal Consiglio provinciale dell'economia corporativa di Mantova nella seduta del 10 maggio 1937-XV;

Decreta:

Art. 1.

La Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova è autorizzata a gestire una succursale in Suzzara, via Montanara e Curtatone, nn. 113 e 117, nei locali di proprietà della ditta Pecchini Rachilde vedova Spagna e Pavesi Maria in Fiaccadori — dalla Società stessa regolarmente fittati — per uso esclusivo di deposito e stagionatura di formaggio.

Ai depositi di merce in detta succursale saranno applicati il regolamento e le tariffe approvati dal Consiglio provinciale dell'economia corporativa di Mantova in data 4 ottobre 1934.

Art. 2.

Il Consiglio provinciale delle corporazioni di Mantova provvederà alla esecuzione del presente decreto e proporrà al Ministero — entro sei mesi dalla pubblicazione di questo — l'ammontare della cauzione che la Società anonima Magazzini generali fiduciari di Mantova deve versare a norma di legge per l'esercizio della succursale stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 7 giugno 1937 - Anno XV

Il Ministro: LANTINI.

(1926)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

A termini dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che il giorno 11 giugno 1937-XV è stato presentato alla Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 22 aprile 1937-XV, n. 774, riguardante l'autorizzazione della spesa di L. 18.000.000 per completamento di opere marittime.

(1957)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che il Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati in data 10 giugno 1937-XV un disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 19 aprile 1937-XV, n. 784, che ha dato esecuzione agli Accordi di carattere commerciale stipulati in Buenos Aires, fra l'Italia e l'Argentina, il 14 marzo 1937.

(1958)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che il Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati in data 12 giugno 1937-XV, un disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 19 aprile 1937-XV, n. 769, che ha dato esecuzione agli Accordi di carattere commerciale stipulati in Roma, fra l'Italia e la Romania, il 13 febbraio 1937.

(1959)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 127

Media dei cambi e dei titoli

dell'11 giugno 1937-XV.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	93,76
Francia (Franco)	84,50
Svizzera (Franco)	434,25
Argentina (Peso carta)	5,805
Austria (Shilling)	3,56
Belgio (Belga)	3,205
Canadà (Dollaro)	19 —
Cecoslovacchia (Corona)	66,20
Danimarca (Corona)	4,1855
Germania (Reichsmark)	7,6336
Jugoslavia (Dinaro)	43,70
Norvegia (Corona)	4,71
Olanda (Fiorino)	10,45
Polonia (Zloty)	359,95
Romania (Leu)	13,9431
Svezia (Corona)	4,834
Turchia (Lira turca)	15,1021
Ungheria (Pengo) (Prezzo di Clearing)	5,6264
Grecia (Dracma) (Prezzo di Clearing)	16,92
Rendita 3,50 % (1906)	74,775
Id. 3,50 % (1902)	71,70
Id. 3,00 % (Lordo)	53,25
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	72,50
Rendita 5 % (1935)	94,125
Obbligazioni Venezie 3,50 %	89,225
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	101,475
Id. id. 5 % - Id. 1941	101,90
Id. id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	92,10
Id. id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	92,025
Id. id. 5 % - Id. 1944	98,15

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.